

Camille Al Dabaghy
IRIS EHESS
dabaghy@ehess.fr

Histoire et actualité de la coproduction d'une échelle communale de gouvernement. En suivant le fil rouge de la gestion transnationale de l'eau à Diégo-Suarez (Madagascar)

Dans le cadre de l'axe 1, l'objet de ma communication serait d'illustrer la construction d'une problématique et la mise en œuvre d'une méthodologie visant à étudier le gouvernement municipal postcolonial en situation développementiste.

Je travaille sur la formation du pouvoir communal à partir du cas de Diégo-Suarez, capitale régionale du Nord de Madagascar. Mon parti pris est celui d'aborder le rôle joué dans cette formation, historiquement et actuellement, par les interventions transnationales dites de « développement » (coloniales et postcoloniales), dans une perspective constructiviste de l'échelle et dans le sillage de la réflexion d'un G. Balandier sur la « situation coloniale » et d'un M. Gluckman sur la communauté zoulou-blanche. Je considère donc la formation de gouvernement communal comme une coproduction transnationale. Et j'étudie comment des acteurs locaux ou supra-locaux, malgaches ou étrangers, visent l'échelle communale, en font l'enjeu de leurs interactions et ainsi coproduisent cette échelle de gouvernement.

Je prendrai ici l'exemple des politiques publiques, des interventions de l'aide internationale et des pratiques locales en matière de gestion de l'eau depuis la fondation de Diégo-Suarez à la fin du XIXe siècle. Elles me servent de prismes pour étudier les échanges locaux et supra-locaux qui configurent la manière dont on décide et dont on agit collectivement au sein et au nom d'une commune malgache. Elles me permettent d'explorer les normes, représentations et pratiques du gouvernement communal ou de la citoyenneté communale qui sont/ont été ainsi projetées et mobilisées par les « développés » et « développeurs », malgaches ou étrangers. Elles me servent de base pour « remonter » les chaînes d'interactions qui articulent échelles locale, nationale et globale en enquêtant sur les savoirs et les décisions qui configurent ces interventions locales, coloniales et postcoloniales, de développement urbain.

Une telle communication permettrait de nourrir des discussions sur l'apport de l'anthropologie à l'étude des connexions globales, de la domestication des normes globalisées et des interfaces entre administrations et projets de développement ; sur l'ethnographie multi-sites et sur le choix d'une institution publique comme terrain principal (*versus* un programme ou un organisme d'aide internationale) ; sur la manière de prendre en charge l'historicité et la sédimentation des processus d'extraversion et de production extravertie de gouvernementalité ; ou encore sur les bénéfices respectifs de l'analyse organisationnelle et de l'analyse des trajectoires biographiques pour analyser le rôle des conflits et solidarités générationnelles, politiques et sociales dans la circulation des normes globalisées, pour décrire les processus de dépolitisation et de courtage...